

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

Métropole Nice Côte d'Azur
(06)
Direction des Contrats Publics
Service des Marchés Publics
45 rue Gioffredo
06364 NICE CEDEX 4

AVIS DE MARCHÉ

TRAVAUX

DIRECTIVE 2014/25/UE

Section I : Entité adjudicatrice

I.1) NOM ET ADRESSES

Métropole Nice Côte d'Azur (06), Contact : M. Le Président, 5 rue de l'Hôtel de Ville, 06364 NICE CEDEX 4, FRANCE. Tél. : +33 497133774. Courriel : dao@nicecotedazur.org. Code NUTS : FRL03.

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :

Par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Service de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : 22N0555. Travaux de dévoiement des réseaux préalablement aux travaux d'aménagement du tramway des lignes T4 et T5

II.1.2) Code CPV principal

45232410

II.1.3) Type de marché

Travaux

II.1.4) Description succincte

Travaux de dévoiement des réseaux préalablement aux travaux d'aménagement du tramway des lignes T4 et T5. Travaux de dévoiement des réseaux préalablement aux travaux d'aménagement des opérations de transport de la Métropole Nice Côte d'Azur. Les réseaux concernés sont les réseaux de MNCA : o Réseaux Eaux pluviales. o Réseaux d'assainissement (Eaux usées, unitaires). o Réseaux d'adduction d'eau potable (AEP). o Réseau d'eau brute (EB). o Génie civil des réseaux secs de MNCA ou communaux. o Génie civil des dévoiements de réseaux délégués à la Métropole (Orange). La présente consultation est lancée suivant la procédure : Appel d'offres ouvert - articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique

II.1.5) Valeur totale estimée**II.1.6) Informations sur les lots**

Division en lots : Oui

Il est possible de soumettre des offres pour un nombre maximal de lots : 2

II.2) DESCRIPTION

LOT N° 1

II.2.1) Intitulé : Travaux de dévoiement des réseaux préalablement aux travaux d'aménagement du tramway de la ligne T4

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

45233140 , 45231112 , 45232150 , 45232411

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRL03

Lieu principal d'exécution : Territoire de la Métropole de Nice Côte d'Azur

II.2.4) Description des prestations

Accord-cadre à bons de commande :

- Montant minimum : Sans minimum.
- Montant maximum : 60 000 000,00 €.
En valeur en € H.T.

Durée (hors reconduction) : 24 mois.
Nombre de reconductions éventuelles : 1.
Début du marché : À la notification du contrat.
Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.
La période de préparation sera indiquée le cas échéant dans chaque bon de commandes.

L'accord-cadre sera attribué à plusieurs opérateurs, dans la limite d'un nombre maximum : 3.

II.2.5) Critères d'attribution (Accord pour publication : Oui)

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : Nombre de reconductions éventuelles : 1.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

Description de ces options :

Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique : Non

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires

LOT N° 2

II.2.1) Intitulé : Travaux de dévoiement des réseaux préalablement aux travaux d'aménagement du tramway de la ligne T5

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

45232130 , 45112000 , 45232411 , 45232150

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRL03

Lieu principal d'exécution : Territoire de la Métropole de Nice Côte d'Azur

II.2.4) Description des prestations

Accord-cadre à bons de commande :
Montant minimum : Sans minimum.
Montant maximum : 60 000 000,00 €.
En valeur en € H.T.

Durée (hors reconduction) : 24 mois.
Début du marché : À la notification du contrat.
Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans le bon de commande ou le cas échéant dans le C.C.T.P.
La période de préparation sera indiquée le cas échéant dans chaque bon de commandes.

L'accord-cadre sera attribué à plusieurs opérateurs, dans la limite d'un nombre maximum : 3.

II.2.5) Critères d'attribution (Accord pour publication : Oui)

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : Nombre de reconductions éventuelles : 1.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**II.2.10) Variantes**

Des variantes seront prises en considération : Non

II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

Description de ces options :

Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.
Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

II.2.14) Informations complémentaires**Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique****III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION****III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession****Liste et description succincte des conditions :**

Lettre de candidature (DC1 mis à jour au 01/04/2019) ou équivalent : Elle devra être complétée et datée.
- Déclaration du candidat individuel (DC2 mis à jour au 01/04/2019) ou équivalent : Elle devra être complétée.
- DUME / eDUME : Le DC1 ET le DC2 peuvent être remplacés par le DUME (document unique de marché européen) prévu par le règlement 2016/7 de la commission européenne du 5 janvier 2016, sous réserve que les éléments indiqués dans ce document comportent l'ensemble des informations requises au titre de la présente consultation. Le DUME devra être dûment complété.
- Déclaration de sous-traitance (DC4 mis à jour au 01/04/2019) ou équivalent : Uniquement pour les prestations de services et/ou de travaux au présent marché. Elle devra être complétée, datée et pourra être d'ores et déjà signée.

III.1.2) Capacité économique et financière**Liste et description succincte des critères de sélection :**

Pour les lots 1 et 2 :
Chiffres d'affaires plusieurs exercices : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
Les candidats devront pouvoir justifier d'un chiffre d'affaires moyen annuel sur les 3 dernières années au moins égal à 30 000 000,00 d'euros hors taxes.

III.1.3) Capacité technique et professionnelle**Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :**

Pour les lots 1 et 2 :
- Liste des travaux / attestations :
Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Pour les lots 1 et 2 :

- Certificats de qualification professionnelle :
Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.
FNTP 2321 : travaux de terrassements courants en milieu urbain;
FNTP 3421 : chaussées urbaines - Revêtements en matériaux enrobés classiques;
FNTP 5116 : construction de réseau d'adduction et de distribution d'eau sous pression (potable ou brute) en site urbanisé pour des canalisations de DN supérieur à 500mm ou 300mm inférieur à DN inférieur ou égal à 500 mm si la pression d'essai est supérieur ou égal à 25 bars;
FNTP 5143 : construction de réseaux gravitaires en site urbanisé, profondeur de tranchée inférieure ou égal à 3,50m en présence de nappe phréatique ou 3,50m inférieure à profondeur de tranchée inférieure à 5,50m hors nappe phréatique;
FNTP 5161 : pose de canalisations gravitaires de toutes sections de DN supérieur à 600 mm;
FNTP 517 : construction de canalisations coulées en place, en fouille ou souterrain;
FNTP 5191 : construction de canalisation de refoulement d'eaux usées établis en canalisations de DN supérieur à 250mm;
FNTP 681 : pose de tubes PVC télécom LST;
FNTP 7641 : détection et géoréférencement d'ouvrages – localisation d'ouvrages par détection avec fouilles ;
FNTP 7642 : détection et géoréférencement d'ouvrages – localisation d'ouvrages par détection sans fouilles;
Qualibat 1552 : traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits friables.

III.1.4) Règles et critères objectifs de participation**III.1.5) Informations sur les marchés réservés**

Marché réservé : Non

III.1.6) Cautionnement et garanties exigés

RETENUE DE GARANTIE (article 4.19 du CCAP des lots 1 et 2) : Par application de l'article R2191-32 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5 % augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. sera prélevée par fraction sur chacun des versements autres qu'une avance. Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, dans les conditions prévues à l'article R2191-36.

Il ne sera pas accepté une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 la garantie à première demande et la caution solidaire doivent être conformes aux modèles annexés au présent arrêté.

III.1.7) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Prix révisables.

- Avance (Article 4.20 du CCAP des lots 1 et 2): Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque bon de commande est considéré comme un contrat distinct. Le taux de l'avance sera limité à 15% du montant du bon de commande considéré. Le versement et le remboursement de l'avance respecteront les dispositions du CCP.

- Modalité de règlement des prestations : selon les règles de la comptabilité publique et par mandat administratif.

- Délai global de paiement : 30 jours à compter de la réception de la facture.

- Comptable Assignataire : M. L'administrateur des finances publiques.

III.1.8) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Groupements:

Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, celui-ci sera tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du présent contrat.

Motivation(s) relative(s) à l'imposition d'un groupement solidaire : Afin d'optimiser la gestion du marché, de faciliter les échanges et pour assurer la sécurité financière de l'acheteur en cas de défaillance de l'un des membres du groupement, il est précisé que si le présent marché est attribué à un groupement conjoint, celui-ci sera tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du présent marché.

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Informations relatives à la profession

III.2.2) Conditions particulières d'exécution

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne l'établissement d'un accord-cadre

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs

Nombre maximum de participants à l'accord-cadre envisagé : 3

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.6) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée : Non

IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Jeudi 29 juin 2023 - 14:00

IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 6 (à compter de la date limite de réception des offres).

IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

Date : vendredi 30 juin 2023 - 09:00

Lieu : A titre indicatif.

Section VI : Renseignements complémentaires**VI.1) RENOUELEMENT**

Il s'agit d'un marché renouvelable : Non

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

A. Adresses à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : uniquement par la plateforme :

<https://www.marches-securises.fr>

B. Conditions de remise des plis cf. Article 8 du Règlement de Consultation.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS**VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Nice 18 avenue des Fleurs CS 61039 , 06050 NICE CEDEX 1 FRANCE. E-mail : greffe.ta-nice@juradm.fr.

Adresse internet : <http://nice.tribunal-administratif.fr>.

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation**VI.4.3) Introduction des recours**

- 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat.
- 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée.
- 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l' accomplissement des mesures de publicité appropriées.
- 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

16 mai 2023